



COMPTE RENDU DU CTL du 26/09/17

> Au 01/01/2018, fermetures des Trésoreries de Ris-Orangis, Les Ulis et Limours, spécialisation de la trésorerie de Dourdan et transfert de l'activité hospitalière d'Orsay vers Longjumeau

Une fois de plus, la direction décide de fermer des trésoreries sur notre département, et de transférer des missions (SPL, hospitalière). Malgré une information aux élus du département, malgré les arguments avancés par les organisations syndicales, c'est un véritable dialogue de sourd avec la direction qui s'installe : quid du service public si on ferme les structures, obligeant les usagers à faire de plus en plus de déplacements pour se rendre dans nos services fusionnés qui n'auront pas nécessairement la capacité d'accueil de ces usagers (Corbeil !!!) ; quid des agents que l'on redéploie à des distances parfois très éloignées de leur domicile... c'est simple de décider du sort des agents quand on a son siège bien encre à la DDFiP !!!

Ces « réorganisations » visent, pour la direction, à finaliser les passages en SIP comptables et à spécialiser les trésoreries dans la gestion des comptes des collectivités.

Pour la CGT, il s'agit d'une part de réduire le réseau de la DGFIP en terme d'immobilier, mais aussi de faire fondre les effectifs, le tout au nom des économies budgétaires, sur fond de réforme territoriale... C'est ni plus ni moins l'« organisation » du démantèlement de la DGFIP qui est en œuvre !

- **Pour Ris**, qui compte 7 emplois (1A+, 1A, 2B, 3C), l'activité SPL est transférée vers la trésorerie mixte de Grigny, et son activité recouvrement des impôts des particuliers sur le SIP d'Evry ; 3 emplois (1B, 2C) « ont vocation à être transférés »* à Grigny ; 2 emplois (1B, 1C) « ont vocation à être transférés »* à Evry. Le A « fera l'objet d'un redéploiement interne »... et quid du A+, évaporation naturelle ?!
- **Pour Les Ulis**, qui compte 6 emplois (1A+, 1A, 3B, 1C), l'activité SPL est transférée vers la trésorerie d'Orsay, et son activité recouvrement des impôts des particuliers sur le SIP de Massy Sud ; 2 emplois B « ont vocation à être transférés »* à Orsay ; 2 emplois (1B, 1C) « ont vocation à être transférés »* à Massy Sud. Pas la peine de préciser ce qu'il advient du A et du A+... la fiche ne l'évoque même pas !
- **Pour Limours**, qui compte 6 emplois (1A+, 3B, 2C), l'activité SPL est transférée vers la trésorerie de Dourdan, et son activité recouvrement des impôts des particuliers sur le SIP de Palaiseau ; 3 emplois (2B, 1C) « ont vocation à être transférés »* à Dourdan ; 2 emplois (1B, 1C) « ont vocation à être transférés »* à Palaiseau... Idem pour le A+ , grand absent de la fiche !

- **La trésorerie de Dourdan** qui compte 8 emplois (1A+, 1A, 3B, 3C), devient spécialisée SPL avec l'arrivée de Limours (« ont vocation à être transférés »* +2B, +1C), et perd le recouvrement transféré au SIP d'Arpajon (« ont vocation à être transférés »* -2B, -1C).

« ont vocation à être transférés »* : correspondance charge/emplois du transfert de mission... avant suppressions d'emplois au prochain CTL Emploi du 19/12, donc tous ces services ne retrouveront pas nécessairement les emplois correspondants... mais les missions oui, bien sûr !

Nous avons voté contre ces fermetures et la spécialisation SPL de Dourdan.

Comme vous pourrez le constater sur Ulysse dans le relevés des avis et décisions prises par la direction à ce CTL, pour les fermetures de trésoreries « avis défavorable unanime », décisions prises par la direction « fermeture au 01/01/2018 » !

- **Transfert de la gestion hospitalière d'Orsay à Longjumeau** : l'ARS (Agence Régionale de Santé) fusionnant les centres hospitaliers d'Orsay et des Deux vallées, avec pour siège Longjumeau, la direction transfère la gestion hospitalière d'Orsay (3B, 1C) à Longjumeau au 01/01/2018.
Nous nous sommes abstenus sur ce point, s'agissant d'une conséquence directe d'une décision de l'ARS qui échappe à la DDFiP.

Par ailleurs, nos élus ont interpellé la directrice sur les bruits qui circulent de l'ouverture d'une maison de service au public à Ris, et demandé si d'autres étaient déjà créées sur le département ?

La directrice a indiqué que c'était un « truc pas encore fait » ! Ca en dit long sur le service public rendu à l'utilisateur dans ces structures !

Sur Ris, il s'agirait d'y tenir des permanences, une ou deux demi-journées par semaine pendant les grandes campagnes : **rien à voir avec un vrai service public de proximité** comme il est rendu aujourd'hui aux usagers qui viennent en trésorerie !

La directrice a confirmé l'ouverture d'autres « maisons » de ce type (Angerville notamment, mais il y en aurait d'autres). Pour l'instant nous n'y participons pas.

> Au 01/01/2018, réorganisation des secteurs d'assiette du SIP de Palaiseau et du SIP d'Arpajon

Nos élus ont voté contre ces fusions de secteurs qui n'ont pour objectif que de préparer les prochaines suppressions d'emplois !

> Au 01/01/2018, généralisation de l'accueil personnalisé sur rendez-vous

Après une première mise en place de l'accueil personnalisé sur rendez-vous à Yerres au 01/03/2017, la direction décide de généraliser ce mode d'accueil des usagers : il s'agit clairement de faire disparaître les problèmes d'afflux des usagers aux accueils, en les « invitant » peu à peu à ne plus venir nous voir et à utiliser tous les autres réseaux d'informations, et surtout internet.

Cette mise en place demande une réorganisation des SIP : planning des rendez-vous selon disponibilités des agents, contre-appel, donc des tâches supplémentaires, sans les emplois qu'ils nécessitent ; c'est donc au détriment des agents et de l'utilisateur qui doit s'adapter aux difficultés de la DGFIP à gérer les flux d'accueil,

un agent mobilisé à l'accueil ne pouvant être « aussi » à ses autres tâches !

L'accueil fait partie des réformes en cours à la DGFIP > du moins d'accueil à la fermeture complète ?

Nous avons voté contre cette généralisation.

> Bilan de la campagne IR 2017

Globalement entre 2016 et 2017, l'accueil physique a augmenté de 11,3 % (de 90 337 usagers reçus en 2016 à 100 522 en 2017) :

- + 24,5 % pour les SIP (de 66 790 à 83 123)
- - 26,1 % pour les trésoreries (de 23 547 à 17 399)

82,7 % des usagers ont été reçus dans les SIP !

> Formation PAS (Prélèvement à la source) et info des contribuables... pour une mise en place repoussée : TOP !

> De l'aveu même de la direction, l'extension de l'obligation de télédéclarer « est en revanche mal perçue par de nombreux usagers, en particulier les personnes âgées ».

A l'heure où les usagers ont plus besoin de nos services d'accueil, on ferme progressivement leur accès à ces services... mais on nous dit que c'est **toujours** pour un meilleur service rendu à l'utilisateur !

La DGFIP se moque bien des agents et des usagers : elle a une feuille de route, les économies budgétaires, point final !

Nous avons demandé le détail du nombre d'utilisateurs reçus par SIP : la direction s'est engagée à nous transmettre l'information.

Enfin, nous sommes régulièrement intervenus pour le maintien des vigiles, et plus fortement encore pour le SIP de Corbeil qui n'arrive plus à faire face au flux d'accueil, comme l'a expliqué une experte CGT sur ce site. Ainsi, il ont été remis plus tôt que ne le prévoyait la direction, et après une pause estivale, remis à nouveau sur certains SIP **car indispensables à la gestion de la masse d'accueil d'utilisateurs.**